



Il est grand temps que le gouvernement investisse dans la nature, selon dix-neuf organismes nationaux voués à l'environnement

Ottawa (Ontario), le 20 septembre 2017 — Dix-neuf des plus importants organismes œuvrant dans les domaines de l'environnement et de la conservation de la nature au Canada ont transmis cette semaine un message clair au gouvernement fédéral : « L'heure est venue de consentir des investissements fédéraux majeurs pour la préservation des écosystèmes et des espèces sauvages du Canada, qui sont des éléments essentiels à la prospérité et au bien-être de toute la population canadienne. »

Parmi les plus récentes recommandations budgétaires annuelles qu'ils ont adressées au gouvernement fédéral, les membres de la Coalition du budget vert ont sommé nos dirigeants d'octroyer des montants considérables de nouveaux fonds fédéraux pour la restauration et la protection des terres, des eaux intérieures et des océans du Canada.

« Tous les types d'écosystèmes du pays sont en baisse, et le nombre d'espèces en péril ne cesse d'augmenter chaque année », note la Coalition du budget vert dans son document intitulé [Recommandations relatives au budget de 2018](#).

La Coalition explique en outre que, malgré les promesses de nos gouvernements successifs en ce qui concerne le respect des engagements internationaux visant à protéger au moins 17 % des terres et des eaux intérieures du pays, ainsi que 10 % des zones marines et côtières d'ici 2020, le Canada a encore un long chemin à parcourir. De fait, seulement 10,6 % de ses terres et de son eau douce, et 1 % de ses océans, sont protégés, ce qui le situe loin derrière la plupart des autres pays du monde à ce chapitre.

« Le gouvernement fédéral a déjà pris des engagements importants en matière de lutte contre le changement climatique », affirme James Brennan, coprésident de la Coalition du budget vert et directeur des affaires gouvernementales chez Canards Illimités Canada. « Nous estimons que le gouvernement doit remédier de toute urgence à la crise qui affecte l'environnement naturel du Canada au moyen d'investissements nouveaux et considérables. Ces fonds serviront à protéger les vastes espaces naturels du Canada qui sont encore relativement intacts, à restaurer les habitats détériorés ou détruits dans les paysages hautement menacés et à permettre la mise en œuvre du Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique. »

Plus particulièrement, les recommandations de la Coalition comprennent de nouveaux investissements dans les aires protégées, l'élaboration d'une stratégie nationale à l'égard des milieux terrestres et aquatiques écologiquement liés et du soutien aux gouvernements autochtones dans l'établissement d'aires protégées.

Outre la protection des écosystèmes naturels, la Coalition recommande que le gouvernement fédéral alloue des fonds afin d'assurer la durabilité de l'agriculture et des pêches. Les secteurs de l'agriculture et des pêches sont des industries d'une importance majeure au Canada, et des investissements considérables dans l'environnement sont nécessaires pour assurer leur durabilité future tout en préservant la biodiversité et en prévenant les pertes d'habitats.

La Coalition du budget vert recommande également que le gouvernement fédéral hausse sa contribution au financement international de la lutte contre les changements climatiques afin de fournir sa juste part, qu'il s'engage à allouer davantage de fonds en soutien aux efforts des pays en développement en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, et qu'il garantisse du financement au-delà de 2020.

- 30 -

À propos de la Coalition du budget vert :

Fondée en 1999, la Coalition du budget vert réunit dix-neuf des plus grandes organisations canadiennes vouées à l'environnement et à la conservation qui, ensemble, représentent plus de 600 000 Canadiens et Canadiennes, afin de présenter une analyse des enjeux les plus urgents en matière de durabilité de l'environnement au Canada et émettre des recommandations au gouvernement fédéral en matière de possibilités stratégiques sur les plans fiscal et budgétaire.

La Coalition compte parmi ses membres les organismes suivants : Les Ami(e)s de la Terre Canada, l'Association canadienne du droit de l'environnement, Canards Illimités Canada, Conservation de la nature Canada, Ecojustice Canada, le Centre d'action écologique, Défense environnementale, Études d'Oiseaux Canada, la Fédération canadienne de la faune, la Fondation David Suzuki, Sierra Club Canada, le Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada), Greenpeace Canada, Habitat faunique Canada, l'Institut international du développement durable, Nature Canada, la Société pour la nature et les parcs du Canada, Truite Illimitée Canada, et la West Coast Environmental Law Association.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le document intitulé *Recommandations relatives au budget de 2018* disponible à l'adresse suivante http://bit.ly/cbv_2018 ou communiquer avec les personnes suivantes :

James Brennan, coprésident de la Coalition du budget vert et directeur des affaires gouvernementales chez Canards Illimités Canada : 613-612-4469, j_brennan@ducks.ca;

Amin Asadollahi, coprésident de la Coalition du budget vert et responsable de la division sur l'atténuation des changements climatiques en Amérique du Nord de l'Institut international du développement durable : 613-282-3128, aasadollahi@iisd.ca;

Alison Woodley, instance responsable de la Coalition du budget vert sur les aires protégées, et directrice nationale, programme des parcs, Société pour la nature et les parcs du Canada : 613-203-1172; awoodley@cpaws.org

Andrew Van Iterson, gestionnaire, Coalition du budget vert : 613-562-8208, poste 243, avaniterson@naturecanada.ca.

Renseignements médias:

Andrew Holland – Directeur Nationale des relations médias
Conservation de la nature Canada 1-506-260-0469 ©
Andrew.holland@natureconservancy.ca